

Fiche n° 16 / L'extrême droite en Europe — Campagne contre l'extrême droite

Les politiques d'austérité lancées après la crise de 2008, l'impunité et la cupidité de la « planète finance » ont nourri le ressentiment contre les élites, grandes gagnantes de la mondialisation.

Les investissements publics en zone euro sont passés de 4,5 % du produit intérieur brut en 2009 à 3,3 % aujourd'hui, les pensions grecques ont baissé à treize reprises, les aides touchées par une famille britannique moyenne ont reculé de 3 950 livres sterling (4 430 euros) en 2010, à 3 460 livres sterling en 2018. Le gel des salaires a avant tout pénalisé les classes moyennes et populaires, également frappées de plein fouet par le chômage. De plus, les emplois créés sont plus précaires qu'avant 2008. D'ailleurs, le taux de pauvreté européen a augmenté de façon continue depuis 2007, passant de 16,6 % à 17,3 %.

Face à cela, le secteur financier, massivement renfloué par l'argent public pendant la crise (950 milliards d'euros entre 2008 et 2010) a rapidement retrouvé une santé insolente !

Tout ceci alimente les mouvements d'extrême droite dans de nombreux pays de l'Union européenne. Les droites nationalistes et identitaires mènent par ailleurs une contre-révolution culturelle sur le terrain de l'immigration et des valeurs traditionnelles.

Néanmoins, elles poursuivent le même projet économique que leurs rivales. Par conséquent la mise en scène, dans la sphère politique, d'un duel « libéraux contre populistes » est un leurre, un clivage trompeur que ne saurait accepter la CGT. À noter les attaques contre les droits sociaux en Autriche, contre les droits des femmes en Pologne ou bien la presse en Hongrie, qui viennent violemment éclairer la réalité concrète pour les citoyens et travailleurs.

Comme on le voit donc actuellement, le capitalisme en crise ne veut rien céder aux justes revendications des salariés. Au contraire, il cherche à les diviser : pointer du doigt le migrant, l'étranger, le privé d'emploi sert à contourner la cible de la colère légitime de celles et ceux qui ne vivent que de leur travail.

Nous pouvons mesurer les avancées idéologiques de l'extrême droite parce qu'elle gangrène non seulement les partis de droites conservatrices – qui se radicalisent – mais aussi une partie de la social-démocratie, voire ailleurs sur l'échiquier politique : c'est le cas, par exemple en France, d'une conception de la laïcité très anti-musulmane qui va de l'ex-FN, le Rassemblement national, en passant par « Les Républicains »... Cela se traduit aussi par des coalitions droite-extrême droite à la tête de plusieurs pays (Autriche, Bulgarie...), voire des coalitions populistes comme en Italie entre La Ligue et le Mouvement 5 étoiles.

Le refus de l'immigration marqué par le rejet du « musulman », dans un discours le réduisant au terrorisme est venu se rajouter à l'antisémitisme historique de cette mouvance : c'est l'un des ciments idéologiques de ces mouvements partout en Europe.

Cependant, cette mouvance recouvre des mouvements différents, portés par des projets politiques où le poids de l'histoire des peuples reste le fondement. Si l'Espagne et le Portugal rejettent ces mouvements, c'est que la mémoire des dictatures de Franco et de Salazar reste vivace... À l'inverse, dans les pays de l'est de l'Europe, le rejet de ce que furent les régimes prosoviétiques conduit à légitimer des mouvances nationalistes (c'est le cas en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie ou en Tchéquie). Celles-ci restent cependant marquées par son incapacité à travailler ensemble. Ainsi les populistes d'extrême droite, de droite souverainiste, nationaliste, autoritaire se répartissent dans plusieurs groupes au Parlement européen :

- le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD) rassemble les Anglais pro-Brexit de l'UKIP et le Mouvement 5 étoiles italien, mais aussi Debout la France ou bien les Patriotes ;
- Europe des nations et des libertés (ENL) regroupe le parti lepéniste, la Ligue italienne, des Flamands et des Néerlandais ;
- chez les non-inscrits se retrouvent l'Alliance pour la paix et la liberté composée d'ultranationalistes (slovaques, roumains et Jean-Marie Le Pen) ;
- l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN) regroupant le MSI italien ou le parti national démocrate bulgare ou le Jobbik hongrois au pouvoir.

Dans d'autres groupes comme le CRE (conservateurs et réformistes européens) se retrouve le parti Droit et justice au pouvoir actuellement en Pologne.

Attention cependant, car la volonté politique de se fédérer apparaît médiatiquement : l'ancien directeur de campagne de Trump, Stephen Bannon, figure de l'*alt-right* américaine, vient de s'installer à Bruxelles avec l'ambition de rassembler dans son centre baptisé « Le Mouvement » les différentes forces de l'extrême droite, des droites autoritaires et extrêmes dans l'objectif de gagner les élections européennes de mai 2019.

Ce personnage, qu'on peut qualifier de fasciste, était très présent au côté du chef de l'UKIP dans la campagne pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, mais aussi au côté de Salvini de la Ligue en Italie. À préciser que ce milliardaire, ancien cadre de la banque américaine Goldman Sachs, se prononce « *pour le démantèlement de l'État et la dérégulation totale au profit des entreprises privées* ». Sa cible privilégiée est la gauche marxiste tenue pour responsable de tous les maux qui ont hâté le déclin de l'Amérique.

Enfin, des groupuscules extraparlimentaires néofascistes comme CasaPound en Italie ou bien néonazis comme au

Danemark, en Suède ou en Lettonie, sont en progression et font vivre les pires idées xénophobes et révisionnistes.

Il est à souligner aussi que cette hausse de l'affichage de l'extrême droite et la diffusion de ses discours s'accompagnent d'une recrudescence des actes racistes comme en Allemagne ou en Italie.

Le mouvement syndical européen a donc une lutte pour la démocratie à intensifier : la CGT combat à son niveau cette progression extrémiste dangereuse pour les droits des travailleurs et la paix en général.

Les exemples en Europe

ALLEMAGNE

AFD (12,6 % le 24 septembre 2017 – 92 sièges).
Troisième parti mais deuxième dans la partie orientale.

AUTRICHE

FPÖ - Parti de la liberté d'Autriche (26 % des voix le 15 octobre 2017 et troisième parti à un pont derrière le SPÖ). Gouverne avec la droite conservatrice, a la vice-chancellerie, six ministres.

PAYS BAS

Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders.
Deuxième force du parlement avec 20 sièges sur 150 (anti-islam) et 13,1 % des voix.

BULGARIE

ATAKA / Coalition « Patriotes unis ».
Troisième aux législatives de 2017 avec 9,1 % des voix et 27 députés (entrés au gouvernement dans le cadre d'une coalition).

BELGIQUE

- Vlaams Belong ;
- NVA: Nouvelle alliance flamande.

ITALIE

La Ligue du Nord devient La Ligue en 2018 (18 % des voix aux dernières législatives de mars 2018) – anti-euro et anti-immigrés. Gouverne avec le Mouvement 5 étoiles (M5S).

SLOVAQUIE

Notre Slovaquie (LSNS) est un parti néonazi lancé en 2012. Il entre au Parlement en 2016 (14 sièges sur 150).
Le Parti national slovaque (SNS) fait de gros scores depuis vingt ans. Il est au gouvernement depuis 2016 dans le cadre d'une coalition « rose-brun ».

GRÈCE

Aube dorée : troisième place aux législatives de septembre 2015 avec 6,99 % des voix et 18 députés.
Défenseur de la « race blanche ».

SUÈDE

Le Parti des démocrates de Suède créé en 1998 obtient 17,5 % des voix le 9 septembre 2018 (5 points de plus que la précédente élection). Il est le troisième parti suédois.

HONGRIE

JOBBIK (mouvement pour une meilleure Hongrie) – deuxième force du Parlement avec 26 députés et 19 % des voix.
Le Premier ministre Viktor Orban et son parti Le FIDESZ (parti conservateur) a su capitaliser la fierté nationale des Hongrois.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE – SPD

Le SPD est anti-immigration et anti-UE.
10,6 % des voix – 22 sièges sur 200 au 21 octobre 2017.

SUISSE

UDC (Union démocratique du centre) dépasse les 25 % de voix depuis 2003.

POLOGNE

PiS – (Droit et Justice) : inspiré par modèle hongrois, Janoslaw Kaczynski a mis en place une droite qui développe des pratiques très autoritaires sur des bases très conservatrices. Se rapproche des « démocraties » telles que la Russie.

NORVÈGE

Parti du Progrès : il fait partie du gouvernement depuis 2013 avec les conservateurs (15,7 % des voix aux législatives de septembre 2017).